

Le décalage entre les discours officiels et les réalités sociopolitiques comme catalyseur des conflits armés en Centrafrique

The Gap Between Official Speeches And Sociopolitical Realities As A Catalyst For Armed Conflicts In The Central African Republic

KILWA SIBUMBA Eustache

Relations Internationales, Université de Lubumbashi, République Démocratique du Congo

DOI:10.37648/ijrssh.v15i02.003

¹ Received: 27/03/2025; Accepted: 22/05/2025 Published: 27/05/2025

Abstract

This article analyzes the gap between the official discourse of the Central African state and the realities experienced by the population, in connection with the recurrence of armed conflicts in the CAR. The article explores how the official rhetoric on unity, reconciliation, and development contradicts the exclusionary governance practices marked by clientelism, nepotism, ethnic divisions, and unequal resource distribution. The text highlights the role of this gap in destabilizing the country, with sociopolitical tensions exacerbated by the marginalization of certain communities and local elites who fuel the demands of armed groups. This situation reveals a legitimacy crisis of power where violence becomes a means to assert alternative narratives of sovereignty and authority.

Keywords : *Discourse ; exclusion ; post-modernism ; legitimacy ; cohesion ; allegiance.*

Resume

Cet article analyse le décalage entre les discours officiels de l'Etat centrafricain et les réalités vécues par la population, en lien avec la récurrence des conflits armés en RCA. L'article explore comment la rhétorique officielle sur l'unicité, la réconciliation et le développement entre en contradiction avec les pratiques de gouvernance excluantes, marquées par le clientélisme, le népotisme, les divisions ethniques, et l'inégalité distribution des ressources. Le texte met en lumière le rôle de ce décalage dans la déstabilisation du pays, avec des tensions sociopolitiques exacerbées par la marginalisation de certaines communautés et des élites locales qui alimentent les revendications des groupes armés. Cette situation révèle une crise de légitimité du pouvoir où la violence devient un moyen d'affirmer des récits alternatifs de souveraineté et d'autorité.

MOTS CLES : *Discours ; exclusion ; post-modernisme ; légitimité ; cohésion ; allégeance.*

¹ **How to cite the article:** Eustache K.S.; (May, 2025); The Gap Between Official Speeches And Sociopolitical Realities As A Catalyst For Armed Conflicts In The Central African Republic; *International Journal of Research in Social Sciences and Humanities*; Vol 15, Issue 2; 25-40, DOI: <http://doi.org/10.37648/ijrssh.v15i02.004>

1. Introduction

L'histoire de la RCA depuis la mort de Barthélémy Boganda en 1959 et l'indépendance du pays le 1^{er} décembre 1960, est celle d'une succession des crises socioéconomiques, des mutineries, des coups d'Etat et des conflits armés, lesquels ont bloqué le développement du pays à tous les niveaux (politique, administratif, économique, social, culturel, ...). L'histoire de ce pays est aussi marquée par des initiatives inabouties de reconstruction de reconstruction de l'Etat. Les initiatives visant à restaurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire centrafricain font face à des nombreux obstacles, notamment la fragmentation du pouvoir étatique, la concurrence entre les acteurs armés, l'ingérence des acteurs internationaux, et la faiblesse des institutions politiques.

En dépit des discours officiels vantant l'unité nationale et affirmant l'engagement de l'Etat centrafricain en faveur de la cohésion nationale, de la réconciliation et du développement, la RCA a, depuis son indépendance, évolué dans un climat de tensions structurelle et de divisions sociopolitiques profondes. Ce paradoxe soulève des interrogations sur la pertinence et la sincérité des récits étatiques face aux réalités vécues par les populations centrafricaines.

L'approche post-moderniste en Relations Internationales sur laquelle nous nous appuyons constitue un cadre d'analyse pertinent pouvant permettre de déconstruire ces discours officiels et mettre en lumière les pratiques d'exclusion qui les sous-tendent. Cette perspective critique permet de comprendre comment les récits étatiques peuvent masquer des dynamiques de pouvoir fondées sur l'ethnicité, le népotisme, le clientélisme et les disparités socioéconomiques. Ces pratiques sociales, loin de favoriser la cohésion sociale, exacerbent les divisions et alimentent les conflits armés récurrents en RCA.

En analysant la dissonance entre la rhétorique officielle et les pratiques d'exclusion, cette vise à comprendre les mécanismes par lesquels l'Etat centrafricain contribue consciemment ou non, à la perpétuation de la violence. Elle s'appuie sur des données empiriques et des analyses critiques pour explorer les liens entre discours, pratiques de gouvernance et dynamiques conflictuelles. Elle s'articule ainsi autour de trois axes : l'analyse historique des principales crises politico-sécuritaires en RCA depuis l'indépendance, le décalage entre les discours officiels et les réalités sociopolitiques et les implications de ce décalage pour la défiance envers l'Etat.

2. Analyse Historique Des Principales Crises Politico-Sécuritaires En Rca Depuis L'indépendance

La RCA obtient son indépendance de la France le 13 août 1960, avec David Dacko comme premier Président de la République. Au cours de la période post-indépendance, la RCA a connu une succession des crises socioéconomiques, des mutineries, des coups d'Etat, et des conflits armés. Les principales crises politico-sécuritaires qu'il convient de signaler sont notamment le coup d'Etat de Jean-Bedel Bokassa de 1965, les Opérations françaises Caban et Barracuda et la chute de Jean-Bedel Bokassa, le coup d'Etat d'André Kolingba, le coup d'Etat de François Bozizé suivi de la montée en puissance de l'opposition armée, l'ascension au pouvoir de la Séléka et l'éclatement de la guerre civile de 2013 et la période de Faustin Archange Touadéra caractérisée par la résilience des groupes armés.

2.1 Le coup d'Etat de Jean-Bedel Bokassa en 1965 au coup d'Etat d'André Kolingba en 1981

Jean-Bedel Bokassa est un personnage politique essentiel de l'histoire de la Centrafrique, évoluant d'un militaire à président puis à Empereur qu'il s'est lui-même proclamé. Il avait conquis le pouvoir à l'issue du coup d'Etat de la Saint-Sylvestre contre le gouvernement du président David Dacko dans la nuit du 31 décembre 1965 et au 1^{er} janvier 1966. Avec le soutien d'Alexandre Banza, Bokassa initie ce coup d'Etat durant la nuit du Nouvel An de 1965. Pour commencer, il capture Jean Izamo et le confine dans une cellule au Camp de Roux. Par la suite, les troupes de Bokassa prennent le contrôle de la capitale Bangui et répriment la gendarmerie ainsi que toute opposition. David Dacko est lui-même appréhendé, contraint à la démission avant d'être incarcéré au Camp Kassai. Izamo a été torturé à mort fin janvier 1966, tandis que Dacko a été sauvé grâce à la demande du gouvernement français, dont Bokassa était en quête de soutien².

² Baccard, A., *Les martyrs de Bokassa*, Paris, Du Seuil, 1987, pp.25-31.

Toutefois, il sied de noter que le contexte du coup d'Etat de la Saint-Sylvestre a été celui marqué par une grave crise économique, un mécontentement populaire croissant face à la corruption et à l'incapacité du régime de Dacko, un affaiblissement de l'autorité centrale, et une dépendance excessive de Dacko envers certaines forces étrangères, notamment la Chine populaire³. Profitant de la faiblesse du pouvoir, Bokassa réussit à organiser ledit coup d'Etat, sans grande résistance. Après son coup d'Etat, Bokassa dissout les institutions existantes et suspend la constitution centrafricaine, et s'autoproclame Président de la République. Dans ses premières déclarations, il justifie son acte en dénonçant la mauvaise gouvernance et en promettant de restaurer l'ordre, la justice et le développement économique. André Baccard nous explique qu'au lendemain de son coup d'Etat, Jean-Bedel Bokassa expliquait pourquoi il avait pris le pouvoir : « retrouver les principes d'unité, de dignité et de travail que Boganda avait légués au pays et que le précédent gouvernement avait trahis, restaurer l'économie et mettre le pays au travail, supprimer le prélèvement de 10% sur les traitements des fonctionnaires ainsi que l'emprunt obligatoire, combattre la gabegie et la corruption »⁴. Il se taillait un beau succès quand il dénonçait les anciens ministres qui ne travaillaient que deux heures par jour, volaient les cotisations du MESAN ou détournaient l'argent des caisses publiques, passaient le plus clair de leur temps en voyages à l'étranger ou en réceptions coûteuses, ou s'attribuaient les filles du lycée Caron⁵.

Sous le règne de Jean-Bédél, le gouvernement a progressivement basculé vers un régime de plus en plus autoritaire et répressif, aboutissant à la proclamation de l'Empire Centrafricain en 1976. Paranoïaque et convaincu d'être la cible d'un complot généralisé, Bokassa a incarcéré des ministres, des opposants, des officiers et même des journalistes. Selon les historiens, il est estimé que Bokassa a lui-même torturé et assassiné certains de ses opposants. Excessivement égocentrique, Bokassa a donné l'ordre d'ériger des statues à son effigie dans la capitale Bangui, où de nombreuses rues étaient baptisées à son nom. Le 4 décembre 1977, Bangui a été le théâtre d'un événement majeur rassemblant plus de 3 500 individus venus des différents continents pour assister à la cérémonie de couronnement de Jean-Bédél Bokassa. Il avait ainsi acquis le titre de « Sa Majesté impériale, Bokassa I^{er} »⁶.

2.2 Les Opérations françaises Caban et Barracuda et la reprise du pouvoir de David Dacko

Le coup d'Etat de Jean-Bedel Bokassa a été est moins une rupture qu'une continuation autoritaire d'un Etat déjà fragilisé par les logiques néocoloniales et l'usure du pouvoir. Ce qui a conduit aux Opérations françaises dénommées Caban et Barracuda en 1979. Ces Opérations ont mis fin à l'Empire de sa Majesté Bokassa I^{er} et ramené David Dacko au pouvoir. Après le renversement de Bokassa, la RCA a entamé un processus visant à revitaliser la vie politique et à restructurer les institutions, dans l'espoir de renforcer durablement les fondements de l'État. En février 1981, une Constitution nouvelle a été adoptée. Cette Constitution rétablit le suffrage universel pour l'élection du président de la République, tandis que le mandat présidentiel est fixé à six ans avec une seule possibilité de réélection. L'élection présidentielle est organisée le 15 mars 1981 à l'issue de laquelle David Dacko est élu au premier tour de scrutin⁷.

2.3 Le coup d'Etat d'André Kolingba (1981)

Les troubles violents survenus à Bangui six jours après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 15 mars 1981 ont rendu la situation de David Dacko plus complexe. La raison qui a provoqué sa destitution le 1^{er} septembre 1981 par le général André Kolingba. Il a instauré un régime militaire sous la direction d'un Comité militaire de redressement national, dont il a pris la présidence. Suite à la répression d'une tentative de coup d'État en 1982, il a établi un parti politique unique, le Rassemblement démocratique centrafricain, et a fait adopter une Constitution en novembre 1986⁸.

³ *Idem*, p.33.

⁴ Baccard, A., *Op. cit.*, p.34.

⁵ *Idem*, p.34.

⁶ Brunet, E., « Jean-Bedel Bokassa : qui était le dictateur centrafricain qui se surnommait le "13e apôtre du Christ" ? », article publié le 16 janvier 2025, en ligne sur internet, <https://www.rtl.fr/culture/culture-generale/jean-bedel-bokassa-qui-etait-le-dictateur-centrafricain-qui-se-surnommait-le-13e-apotre-du-christ-7900461488>, consulté le 28 avril 2025.

⁷ Decraene, P., « Centrafrique Le président Dacko est élu de justesse au premier tour par 50,23 % des voix L'état de siège est décrété à la suite de manifestations », article publié le 21 mars 1981, en ligne sur internet, https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/03/21/centrafrique-le-president-dacko-est-elu-de-justesse-au-premier-tour-par-50-23-des-voix-l-etat-de-siege-est-decrete-a-la-suite-de-manifestations_3040166_1819218.html, consulté le 29 avril 2024.

⁸ « KOLINGBA ANDRÉ (1936-2010) », <https://www.universalis.fr/encyclopedie/andre-kolingba/>

Pendant une décennie, Kolingba a maintenu un régime autoritaire sans avoir recours à la brutalité observée sous le règne de Bokassa. Il a aussi été associé à des pratiques de clientélisme et de favoritisme envers ses proches. En privilégiant le développement des infrastructures dans sa région d'origine au détriment des infrastructures de l'époque de Bokassa à Berengo et dans la Lobaye, il ne négligeait cependant pas les autres provinces. De plus, il a poursuivi ses efforts de réhabilitation du réseau routier, ce qui a contribué à stimuler la production agricole, en particulier celle du coton. En s'opposant au trafic de diamants, Kolingba a contribué à augmenter les recettes douanières du pays. Il a instauré un impôt de solidarité nationale et a supervisé le procès de Bokassa en 1986. L'ancien empereur a été condamné à la peine capitale, mais a ensuite bénéficié d'une grâce⁹.

Sous la pression de l'opinion publique, André Kolingba est contraint d'adopter le multipartisme au début des années 1990. En 1992, il a mis en place le premier scrutin présidentiel pluraliste. Suite à l'échec du vote de sa confirmation au pouvoir, il a décidé d'annuler les résultats en alléguant des irrégularités. Toutefois, il a été contraint de faire face à une nouvelle défaite électorale contre Ange-Félix Patassé en août 1993¹⁰.

Ange-Félix Patassé, qui a dirigé la RCA de 1993 à 2003, a connu d'importants défis en matière de gouvernance nationale, conduisant à un relatif effondrement de son autorité, caractérisé par des frictions internes, des mutineries militaires et un affaiblissement graduel de son pouvoir. En 1996, la RCA a été secouée par trois mutineries successives d'éléments des FACA en avril, mai et novembre 1996. Ces mutineries avaient en effet exposé un profond mécontentement au sein des forces armées : retards de paiement des salaires, favoritisme basé sur l'ethnicité, et vulnérabilités structurelles. Ces crises sapent l'autorité de l'Etat et imposent l'intervention de forces étrangères, notamment la France et la MISAB.

Malgré les accords de Bangui de 1997 et la mise en place de la MINURCA, la méfiance entre les communautés, l'armée et les institutions civiles a demeuré élevée. C'est dans ce contexte de crise politico-militaire que les élections présidentielles de 1999 sont organisées en RCA. Dans ce climat, les élections de 1999 sont perçues à la fois comme un test de la résilience démocratique du pays et comme une tentative de légitimation d'un pouvoir contesté. A l'issue de ces élections présidentielles de 1999, le Président sortant, Ange-Félix Patassé, a été réélu.

Bien qu'elles aient été perçues comme une tentative de consolidation démocratique, les élections présidentielles de 1999 en RCA ont eu un impact mitigé, contribuant à une instabilité persistante. Malgré la réélection du président Ange-Félix Patassé, des accusations de fraude et des tensions politiques ont terni la crédibilité de ces élections¹¹. Les institutions gouvernementales sont demeurées fragiles, n'étant pas en mesure de faire face adéquatement aux enjeux sécuritaires et économiques, ce qui a abouti à un effritement de la confiance de la population centrafricaine envers le gouvernement. Les tentatives de coup d'État se multiplient : celle orchestrée par André Kolingba en 2001, suivie en 2002 par celle du général François Bozizé, un ancien compagnon de Patassé. Les forces libyennes ainsi que les hommes de Jean-Pierre Bemba, un Congolais, ont sauvé Patassé. Le pays s'engage dans une phase de mutineries et de rébellions. En dépit des initiatives de la communauté internationale et du soutien militaire apporté par Jean-Pierre Bemba à Ange-Félix Patassé, le général François Bozizé, à la tête de la rébellion des « Libérateurs » a maintenu sa détermination à s'emparer du pouvoir suite au coup d'Etat du 15 mars 2003.

2.4 Le coup d'Etat de François Bozizé (2003) et la montée des rébellions

En effet, le 15 mars 2003, pendant qu'Ange-Félix Patassé était en déplacement à Niamey (Niger), François Bozizé déclenche son assaut avec ses forces rebelles. Ces dernières réussissent à prendre contrôle de Bangui sans trop de résistance. Bozizé s'empare du pouvoir, suspend, dissout les institutions et promet une transition. Reçu chaleureusement par une foule innocente et joyeuse, Bozizé, appuyé par la coalition politique connue sous le nom de

⁹ Tshitenge Lubabu, M.K., « Centrafrique : un si long purgatoire... », Jeune Afrique, 17 juin 2010, en ligne sur internet, <https://www.jeuneafrique.com/196498/politique/centrafrique-un-si-long-purgatoire/>, consulté le 29 avril 2024.

¹⁰ « KOLINGBA ANDRÉ (1936-2010) », <https://www.universalis.fr/encyclopedie/andre-kolingba/>

¹¹ Le 3 octobre 1999, les partis de l'opposition, regroupés au sein de l'UFAP, ont publié un communiqué invitant les centrafricains à rester mobilisés et ont précisé avoir déposé plusieurs requêtes en annulation en vue de la reprise du scrutin du 19 septembre 1999 entaché, selon eux, de graves irrégularités et trucages. (Source : Organisation Internationale de la Francophonie, *Rapport de la mission d'observation des élections présidentielles du 19 septembre 1999*, en ligne sur internet, <https://aceproject.org/ero-en/regions/africa/CF/republique-centrafricaine-rapport-de-la-mission>, consulté le 30 avril 2024).

KNK, n'a pas été en mesure d'améliorer la moralité de la sphère publique. En effet, un État dysfonctionnel et inefficace s'est formé, marqué par un sentiment de mécontentement social, des institutions bricolées et une démocratie archaïque¹².

C'est dans ce contexte que les élections présidentielle et législatives ont lieu en décembre 2005. Cependant, à la suite de l'annonce des résultats électoraux confirmant la victoire controversée de François Bozizé avec 64,6 % des voix, d'anciens éléments de la garde présidentielle d'Ange-Félix Patassé, exclus du processus électoral, fondent l'APRD. Celui-ci est principalement constitué par des membres de l'ethnie Sara, située à cheval sur la frontière entre le Tchad et la RCA. Ce groupe, qui se rapproche davantage d'une coalition de milices villageoises d'autodéfense, mène ses opérations dans les préfectures limitrophes du Tchad (Ouham-Pende, Ouham, Nana-Grebizi, Bamingui-Bangoran). Jean-Jacques Demafouth, qui a été ministre de la Défense sous la présidence de Patassé, assumera la direction politique sans toutefois exercer un contrôle effectif sur les opérations sur le terrain. À partir de janvier 2006, l'APRD a lancé une offensive sur la ville de Paoua (Ouham-Pende) et a consolidé son contrôle sur une vaste partie de la zone s'étendant de Paoua à Kaga-Bandoro (Nana-Grebizi)¹³.

En septembre 2006, les combattants de l'UFDR, dirigés par le commandant Damane Zacharia, font leur apparition dans les préfectures du Nord-Est, notamment Vakaga et Haute Koto. Profondément enracinée au sein de l'ethnie Goula, qui est largement islamisée, et formée en grande partie par des individus qui ont soutenu initialement François Bozizé dans sa prise de pouvoir, l'UFDR dénonce les conditions de sous-développement et de marginalisation dans la région du Nord-Est. Elle revendique l'intégration de ses membres au sein des FACA. Plus compétente et mieux équipée que les autres factions politico-militaires, l'UFDR revendiquait un effectif de 1 200 combattants. À l'automne 2006, l'UFDR a lancé plusieurs opérations militaires à Birao, la capitale de la Vakaga, ainsi que dans plusieurs autres villes de la préfecture telles que Sam Ouandja et Ouanda Djale. Ces actions ont contraint les FACA à intervenir, avec le soutien d'un contingent de l'armée française basé à Bangui. La conclusion des Accords de Syrte et de Birao en février et avril 2007 n'a pas suffi à stabiliser la situation précaire dans la région du Nord-Est, avant l'installation permanente de 150 Casques bleus à Birao, d'abord par l'EUFOR puis par la MINURCAT. Michel Djotodia, originaire de l'ethnie Goula et né dans la région de la Vakaga, est l'un des membres fondateurs de l'UFDR et en deviendra le président¹⁴.

À partir de l'année 2006, la RCA a été le lieu où ont émergé plusieurs groupes politico-militaires. Face à la prolifération rapide de ces groupes armés sur une vaste étendue du territoire national, François Bozizé a clairement montré son incapacité à réagir de manière efficace. Par peur des répercussions potentielles d'un coup d'État militaire, le président Bozizé a choisi de confier à son fils, Jean-François Bozizé, la tâche de réorganiser les FACA, bien que ce dernier semblait manquer à la fois de compétences et de volonté pour mener à bien cette mission. En outre, François Bozizé a compromis les possibilités de désarmer les milices proposées par la communauté internationale en raison de ses manœuvres politiques opportunistes. En dépit de l'établissement d'un dialogue politique intégré en décembre 2008, François Bozizé avait persisté dans sa volonté de bâcler les élections de 2011¹⁵.

La mauvaise gestion du processus électoral de 2010-2011 compromettra irrémédiablement la légitimité du gouvernement de Bozizé. En 2011, il s'est prévalu de 64,34 % des suffrages dès le premier tour, évitant ainsi un second tour. Les autres candidats – l'ancien président évincé Ange-Félix Patassé (21,43 %), l'ancien Premier ministre Martin Ziguélé (6,80 %), et l'ancien ministre de la Défense et chef de groupe armé Jean-Jacques Demafouth (2,79 %) – étaient loin derrière. Un peu plus de la moitié de la population a voté¹⁶. Quant au scrutin législatif, il a offert au parti au pouvoir, le KNK une large majorité dès ce même premier tour, avec l'entrée en force de la « famille Bozizé » qui obtient 31 sièges à l'Assemblée nationale (sur un total de 105). Le 6 avril 2011, la majorité présidentielle a remporté une majorité confortable de 65 sièges à l'Assemblée nationale, dont 55 appartenant au KNK de François Bozizé. En

¹² Zozime, T. A., « Centrafrique pourquoi est-on arrivé là et quelle paix au-delà de Djotodjia et de la MISCA ? », in *Note d'analyse politique*, n° 14, Janvier 2014, p. 2.

¹³ Gerold, G. et Merino, M., « L'effondrement de l'Etat centrafricain au cours de la dernière décennie : origines de la crise et quelques idées pour en sortir », in *Fondation pour la recherche stratégique*, n°08, avril 2014, p.3.

¹⁴ *Idem*, p.3.

¹⁵ Gerold, G. et Merino, M., *Art. cit.*, p.4-5.

¹⁶ Lombard, L., « Rébellion et limites de la consolidation de la paix en RCA », in *Politique africaine*, N°125, 2012, p.191.

outre, 24 députés affiliés, bien qu'indépendants en apparence, étaient en réalité très proches du parti au pouvoir¹⁷. Notons aussi par ailleurs qu'environ vingt membres du nouveau parlement entretenaient un lien de parenté direct avec le président, que ce soit sa conjointe, ses enfants, ses cousins, ses neveux ou même ses partenaires¹⁸.

La gestion de ces élections avait suscité des critiques de la part de l'opposition centrafricaine. Toutefois, malgré les requêtes en annulation des résultats des élections déposées par les candidats de l'opposition, la Cour constitutionnelle les a rejetées. Cette décision les a conduits à retirer tous leurs candidats restants pour le second tour en signe de boycott¹⁹. Les observateurs électoraux de l'Union africaine et de l'Union européenne ont signalé diverses irrégularités lors des élections, comme l'a souligné Guy Samzun, chef de la délégation de l'UE, notamment une « fraude massive » et des « tentatives d'intimidation des électeurs par certains représentants de partis politiques ou certaines autorités politico-administratives »²⁰.

2.5 La période de la montée en puissance de l'opposition armée, l'ascension au pouvoir de la Séléka et l'éclatement de la guerre civile de 2013

François Bozizé, malgré les critiques et les contestations de l'opposition centrafricaine, n'a cessé de déclarer son intention de se présenter pour un nouveau mandat, une démarche en contradiction avec les prescriptions de la Constitution centrafricaine qui interdisait un troisième mandat présidentiel²¹. C'est la volonté délibérée de briguer un troisième mandat présidentiel non constitutionnel de François Bozizé qui a entraîné la convergence de la plupart des groupes armés au sein de la Seleka²² en septembre 2012. La Seleka avait son quartier général dans le Nord de la République centrafricaine et était principalement composée de membres de la communauté musulmane. Son offensive militaire a été lancée en décembre 2012, ce qui a abouti à la conquête des principales villes centrafricaines. Confrontée à l'inefficacité des FACA, la Seleka a réussi à renverser François Bozizé et à s'emparer du pouvoir le 23 mars 2013, avec son chef, Michel Djotodia.

Cependant, le chaos n'a pas disparu et a pris une tournure violente tant dans la capitale centrafricaine que dans les régions éloignées : les pillages ont continué à toucher la population locale sans relâche. Dans les mois suivant l'accession au pouvoir de la Séléka, celle-ci n'était plus qu'une alliance très lâche de groupes armés qui exploitent la population. Leurs dirigeants n'ont pas réussi à les maîtriser et la hiérarchie était pratiquement absente. En effet, à la suite de l'accession au pouvoir de la Seleka, la situation humanitaire avait connu une détérioration. Les événements survenus à Bossangoa, située dans la préfecture d'Ouham au nord-est de Bangui, en 2013, témoignent de l'aggravation des atrocités commises en RCA²³. La population musulmane, considérée comme étant affiliée à la Seleka, a été visée par les partisans de l'ancien président. En revanche, la communauté chrétienne, soupçonnée de collusion avec les anciennes ex-FACA et François Bozizé, a subi des violences de la part de la Seleka. Les groupes d'autodéfense, connus sous le nom d'anti-balakas et créés en septembre 2013 en réponse aux abus commis par les membres de la Seleka, avaient pour principal objectif de cibler la Seleka.

2.6 La période de transition en RCA

Face à la détérioration constante de la situation sécuritaire et aux défis posés par la cohabitation politique, les dirigeants de la CEEAC se sont réunis lors d'un sommet extraordinaire à N'Djamena les 9 et 10 janvier 2014. À l'issue de cette réunion, le président de transition Michel Djotodia et le Premier ministre Nicolas Tiangaye ont présenté leur démission. Cette dernière a permis l'élection de Catherine Samba-Panza par le Parlement provisoire comme cheffe

¹⁷ *Idem.*

¹⁸ *Ibidem.*

¹⁹ Gerold, G. et Merino, M., *Art. cit.*, p.5.

²⁰ Ses remarques se fondaient sur les conclusions de Pierre Weiss et Sandrine Martins Espinoza *RCA. Rapport final. Premier tour. Elections présidentielle et législatives (23 janvier 2011)*, Bangui, Rapport de la Mission d'experts électoraux de l'Union européenne, 2011, p. 37.

²¹ L'article 24 de la Constitution centrafricaine de 2004 précisait que la durée du mandat du président de la République était de cinq ans, renouvelable une seule fois.

²² La Seleka, parfois orthographiée Séléka, signifie « coalition », en Sango, langue nationale de la RCA.

²³ Human Rights Watch, « « Ils sont venus pour tuer ». Escalade des atrocités en République centrafricaine », article publié le 19 décembre 2013, en ligne sur internet, <https://www.hrw.org/fr/report/2013/12/19/ils-sont-venus-pour-tuer/escalade-des-atrocites-en-republique-centrafricaine>, consulté le 30 juin 2024.

d'État de la transition. Ses principales attributions comprenaient le rétablissement de la paix et la supervision du processus électoral.

Malgré ce changement à la tête de l'État, la crise sécuritaire s'est intensifiée en raison de l'instrumentalisation politique et confessionnelle des milices anti-Balaka par François Bozizé et ses partisans. Leur objectif stratégique était de perturber la transition afin de provoquer une sorte de *big-bang* leur permettant de saisir une possibilité de reconquérir le pouvoir politique, en réorganisant les institutions. Les milices anti-Balaka, encadrées par d'anciens membres de la garde prétorienne de François Bozizé, ont essayé de mettre en pratique cette stratégie en harcelant quotidiennement les musulmans²⁴.

Sous l'égide de la communauté internationale, divers accords de cessation des hostilités ont été conclus par les parties impliquées dans le conflit en RCA. À titre illustratif, il convient de mentionner l'Accord du 23 juillet 2014 conclu à Brazzaville par Mohamed Moussa Dhaffane au nom de la Seleka, par Patrice-Edouard Ngaïssona pour les Anti-Balaka, ainsi que par une quarantaine d'autres personnalités telles que le président de la communauté islamique centrafricaine, l'Imam Layama Kobine, l'Archevêque de Bangui, le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, et le président de la République du Congo, Denis Sassou-Nguesso²⁵ ; l'Accord du 28 janvier 2015 entre les partisans de Michel Djotodia, membres de l'ex-Seleka rebaptisée FPRC, et les partisans de François Bozizé, les Anti-Balaka ; enfin, l'Accord relatif au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion signé le 10 mai 2015 par la Seleka et les Anti-Balaka²⁶. Ces divers accords faciliteront la réduction des tensions et la préparation de l'élection présidentielle. Le premier tour de l'élection présidentielle a eu lieu le 30 décembre 2015, suivi du second tour le 14 février 2016. À l'issue du second tour de l'élection présidentielle, Faustin-Archange Touadéra remporte la victoire avec un pourcentage de 62,71%, tandis que son rival Anicet-Georges Dologuélé obtient 37,29%²⁷. Le 30 mars 2016, Faustin-Archange Touadéra prête serment, marquant la conclusion de la période de transition.

Après avoir fini d'étudier les crises politico-sécuritaires ayant émaillé la RCA au cours de la période allant de la chute de Jean-Bedel Bokassa à l'organisation des élections présidentielles de 2016, nous allons dans le prochain paragraphe examiner la situation de la RCA sous le mandat présidentiel de Faustin-Archange Touadéra, période marquée par une stabilisation relative et une persistance des groupes rebelles.

2.7 La RCA sous la présidence de Faustin-Archange Touadéra : vers une stabilisation relative et de la résilience des groupes rebelles

Depuis son accession à la présidence en 2016, Faustin-Archange Touadéra s'est attelé à la reconstruction d'un Etat centrafricain fragilisé par des décennies de conflits armés, de coups d'Etat et de crises institutionnelles. Son mandat a été marqué par des efforts visant à restaurer l'autorité de l'Etat, à promouvoir la réconciliation nationale et à relancer l'économie. Malgré la persistance de certains défis, tels que ceux liés à la gouvernance et à la sécurité, la période allant de 2016 à 2025 est généralement considérée comme une période de stabilisation relative pour la RCA. Toutefois, cette époque a aussi été marquée par la persistance et l'adaptation des groupes rebelles armés, qui ont continué à représenter un danger considérable pour la sécurité et l'unité nationale. Durant cette période, on a noté l'émergence de certains groupes armés, des attaques persistantes et l'insécurité chronique.

En décembre 2020, à l'approche des élections présidentielles, plusieurs groupes armés majeurs ont fusionné pour former la CPC (Coalition des patriotes pour le changement), sous la direction de l'ancien président François Bozizé²⁸. Cette coalition visait à perturber le processus électoral et à renverser le gouvernement en place. Malgré les efforts des

²⁴ Ziguèle, M., « La situation en République Centrafricaine », in *Note de la Fondation Jean-Jaurès*, n°219, 27 mai 2014, pp. 3-3.

²⁵ Radio France Internationale, « Centrafrique : l'Accord de fin des hostilités signé à Brazzaville », 23 juillet 2014, en ligne sur internet, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20140723-centrafrique-accord-fin-hostilites-signe-brazzaville-ex-seleka-anti-balaka-rca>, consulté le 10 février 2024.

²⁶ « Accord en Centrafrique entre l'ex-coalition Séléka et des anti-balaka », 28 janvier 2015, en ligne sur internet, <https://www.rts.ch/info/monde/6497639-accord-en-centrafrique-entre-l-ex-coalition-seleka-et-des-anti-balaka.html>, consulté le 10 février 2024.

²⁷ Radio France Internationale, « Faustin-Archange Touadéra élu président de Centrafrique », article publié le 20 février 2016, en ligne sur internet, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20160220-faustin-archange-touadera-elu-president-centrafrique>, consulté le 10 février 2024.

²⁸ Radio France Internationale, « Centrafrique: de quoi la coalition de groupes armés est-elle le nom? », article publié le 20 décembre 2020, en ligne sur internet, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201220-centrafrique-de-quoi-la-coalition-de-groupes-arm%C3%A9s-est-elle-le-nom>, consulté le 30 avril 2025.

FACA, appuyées par des alliés russes et rwandais, la CPC avait réussi à mener des offensives significatives, notamment en menaçant la capitale, Bangui. C'est la fameuse « bataille de Bangui » survenue le 13 janvier 2021 lorsque des rebelles de la CPC avait attaqué Bangui, la capitale de la RCA, dans une tentative infructueuse de renverser le gouvernement²⁹.

Il convient de souligner qu'en septembre 2024, la CPC a changé de dénomination, s'est dissociée de Bozizé et a établi de nouveaux objectifs. Elle est maintenant connue sous le nom de CPC-F, abréviation de la Coalition pour le changement fondamental. Le récent comité directeur de la Coalition a réajusté l'objectif principal de l'organisation, qui est clairement reflété dans le nouveau nom de la Coalition : s'opposer au pouvoir du président Touadéra et aux membres du groupe Wagner. Aboubacar Sidick Ali, en sa qualité de porte-parole général de la Coalition, a affirmé que l'objectif demeure inchangé, à savoir la restauration de la démocratie en RCA afin de libérer la population qui est fortement opprimée par les mercenaires Wagner³⁰.

Malgré les pertes territoriales, les groupes rebelles ont maintenu une capacité de nuisance élevée. Des attaques ciblées ont été menées contre des positions des FACA et des infrastructures stratégiques, telles que le poste de douane de Beloko en janvier 2023³¹ et la localité de Tiringoulou en mai 2023³². Ces actions ont contribué à un climat d'insécurité persistant, entravant les activités économiques et provoquant des déplacements des personnes.

Le gouvernement centrafricain avait signé l'Accord de paix et la réconciliation en février 2019 avec 14 groupes armés, visant à intégrer ces derniers dans un processus de DDR. Cet Accord de paix obtenu en février 2019 à Khartoum, au Soudan, dans le but de mettre fin aux violences en RCA, a été signé le 5 février 2019 par le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra ainsi que 14 groupes armés centrafricains³³.

Bien que certains groupes aient respecté cet accord, d'autres ont continué leurs activités armées, remettant en question l'efficacité de l'Accord de paix et soulignant les défis liés à sa mise en œuvre. Le FDPC, un groupe armé opérant principalement dans le Nord-Ouest du pays, avait déclaré son intention de se retirer complètement du processus de paix. Dans un communiqué officiel, le groupe armé a exprimé son opinion selon laquelle le gouvernement formé n'était pas aussi inclusif que le stipulait l'accord de Khartoum, et qu'il ne répondait pas aux attentes des parties signataires. Ce groupe armé n'avait pas reçu de portefeuille ministériel. Le FPRC, l'un des principaux groupes armés en RCA, a également perturbé l'Accord de paix en annonçant son retrait de la nouvelle équipe gouvernementale, ce qui a mis en péril cet Accord. Le FPRC a déclaré que le président de la République Faustin Archange Touadéra avait anéanti l'espoir du peuple centrafricain en optant pour une approche « On reprend les mêmes et on recommence »³⁴.

Un nouvel accord de cessez-le-feu a été conclu à l'issue des pourparlers qui ont eu lieu tout récemment, du 12 au 19 avril 2025, au Tchad. Ils ont eu lieu entre le gouvernement centrafricain et deux groupes rebelles particulièrement actifs dans le pays : les 3R du général Bobo et l'UPC d'Ali Darassa. En cas de respect de cet accord par les parties signataires, les individus appartenant à ces deux groupes rebelles et possédant les compétences nécessaires seront appelés à rejoindre les FACA. Les autres seront réinsérés dans la vie civile à l'issue du processus de DDR³⁵.

²⁹ Le Monde, « Deux attaques rebelles repoussées à l'entrée de Bangui, capitale de la Centrafrique », article publié le 13 janvier 2021, en ligne sur internet, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/13/en-centrafrique-deux-attaques-rebelles-repoussees-a-l-entree-de-bangui_6066079_3212.html, consulté le 30 avril 2025.

³⁰ Radio France Internationale, « RCA: la CPC change de nom, se sépare de Bozizé et définit de nouveaux objectifs », article publié le 4 septembre 2024, en ligne sur internet, <https://www.rfi.fr/afrique/20240904-rca-la-cpc-change-de-nom-se-se-%C3%A9pare-de-boziz%C3%A9-et-d%C3%A9finit-de-nouveaux-objectifs>, consulté le 30 avril 2025.

³¹ Radio Ndeke Luka, « Centrafrique : le poste de la douane de Béloko détruit dans une attaque d'hommes armés », article publié le 21 janvier 2023, en ligne sur internet, <https://www.radiondekeluka.org/39875-centrafrique-le-poste-de-la-douane-de-beloko-detruit-dans-une-attaque-d-hommes-armes>, consulté le 30 avril 2025.

³² Corbeaunews, « L'intervention controversée de la Minusca à Tiringoulou », article publié le 9 mai 2023, en ligne sur internet, <https://corbeaunews-centrafrique.org/lintervention-controversee-de-la-minusca-a-tiringoulou/>, consulté le 30 avril 2025.

³³ France 24, « Centrafrique : le gouvernement et 14 groupes armés signent un accord de paix à Khartoum », 05 février 2019, en ligne sur internet, <https://www.france24.com/fr/20190205-centrafrique-khartoum-accord-paix-gouvernement-groupes-armes-touadera>, consulté le 22 mai 2024.

³⁴ Africanews, « Centrafrique : incertitude autour de l'accord de paix après le départ d'un groupe armé », 13 août 2024, en ligne sur internet, <https://fr.africanews.com/2019/03/04/centrafrique-un-groupe-arme-quitte-l-accord-de-paix/>, consulté le 30 avril 2025.

³⁵ Radio France Internationale, « Centrafrique: mise en œuvre de l'accord entre le gouvernement, l'UPC et les 3R », article publié le 26 avril 2025, en ligne sur internet, <https://www.rfi.fr/afrique/20250426-centrafrique-mise-en-oeuvre-de-l-accord-entre-le-gouvernement-l-upc-et-les-3r>, consulté le 30 avril 2025.

L'examen rétrospectif de la situation en RCA depuis la prise de pouvoir de l'actuel président centrafricain Faustin-Archange Touadéra démontre que ce pays demeure dans un état de conflit armé. La RCA continue de faire face à une situation de conflit armé persistant, caractérisée par l'insécurité omniprésente, les actions de groupes armés rebelles et l'effritement de l'autorité de l'Etat sur une portion du territoire, comme l'a également souligné Martin Ziguélé,³⁶ ancien Premier ministre centrafricain.

3. La Centrafrique A L'épreuve Du Decalage Entre Rethorique Etatique Et Realites Sociopolitiques

Les autorités centrafricaines, depuis plusieurs décennies, affirment leur engagement à renforcer l'unité nationale, promouvoir la paix et la réconciliation, lutter contre la corruption, garantir l'équité territoriale et les droits fondamentaux, mettre en place un Etat de droit. Ces discours sont souvent répétés lors des cérémonies officielles, des campagnes électorales ou dans les documents de politique nationale.

L'unité est l'un des trois éléments de la devise nationale de la RCA qui est « Unité-Dignité-Travail. Chaque mot de cette devise exprime un idéal national, une valeur fondatrice de l'Etat centrafricain et un objectif politique et social à atteindre. Le mot « unité » contenu dans la devise nationale de la RCA renvoie à l'unité nationale qui doit caractériser la RCA. Pour Joseph Ki-Zerbo³⁷, « l'unité nationale est la capacité d'un peuple à se reconnaître dans une identité commune, malgré ses différences ethniques, culturelles ou linguistiques ». Pour lui, l'unité nationale ne nie pas la diversité ; elle s'appuie sur une conscience historique commune et une volonté partagée de vivre ensemble. Pour Jean-François Bayart³⁸, « l'unité nationale est une construction politique reposant sur l'intégration des périphéries à un centre, souvent par la négociation, parfois par la force ». L'unité se construit dans le rapport entre le pouvoir central et les régions, selon lui, et elle doit intégrer la pluralité des identités locales. Pour David Morin, le concept d'unité nationale renvoie à « la construction imaginée d'une nation, selon la formule d'Anderson, aux valeurs qui la fondent et aux luttes qui la sous-tendent »³⁹. Selon lui, l'unité nationale est une construction politique et culturelle, nourrie par une mémoire collective, des institutions partagées, et un imaginaire commun. Elle est le fruit de luttes historiques, de mouvements sociaux, et parfois de résistances contre des formes d'oppression ou d'exclusion.

L'unité nationale est essentielle à la cohésion nationale face aux crises, défis, idées incongrues ou événements. Pour Kwame Nkrumah, l'unité nationale est une condition de stabilité et de progrès, selon sa vision panafricaniste. Pour lui, « nous devons nous unir ou périr. Car l'unité est notre seule garantie contre l'exploitation étrangère, la domination économique et la division politique »⁴⁰. La devise nationale centrafricaine, qui appelle à l'unité nationale, n'est pas seulement un slogan : c'est un engagement collectif devant orienter les actions de l'État centrafricain. Il incombe symboliquement et politiquement aux autorités centrafricaines (présidence, gouvernement, parlement, justice, armée, etc.) de la protéger, de l'incarner et de la promouvoir. Mais au regard de la recherche que nous avons menée, nous constatons que dans l'histoire de la RCA, l'unité nationale se limite aux discours ; elle ne se traduit pas dans les faits. Les autorités centrafricaines ont privilégié la politique d'exclusion, l'ethnicité et le népotisme, les disparités socioéconomiques, le clientélisme, et l'instrumentalisation religieuse.

3.1 La politique d'exclusion, l'ethnicité et le népotisme

Les différents gouvernements qui se sont succédés en RCA ont la plupart pratiqué la politique d'exclusion et l'ethnicité. La dimension ethnique de la politique centrafricaine a considérablement varié depuis l'indépendance. C'est sous la présidence du général André Kolingba que la politique d'exclusion fondée sur le népotisme et le tribalisme s'est pleinement exprimée. Les proches du général Kolingba étaient pour la plupart des gens de son groupe ethnique,

³⁶ Pour Martin Ziguélé, « la Centrafrique "n'est pas un pays post-conflit" mais reste "en conflit" ». (Source : Corbeau News, « Martin Ziguélé prévient : "Nous ne participerons pas à des élections en trompe-l'œil qui servent juste à cocher des cases" », article publié le 22 février 2025, en ligne sur internet, <https://corbeau-news-centrafrique.org/martin-ziguelé-previent-nous-ne-participerons-pas-a-des-elections-en-trompe-loeil-qui-servent-juste-a-cocher-des-cases/>, consulté le 30 avril 2025.

³⁷ Ki-Zerbo, J., *A quand l'Afrique*, Paris, Editions de l'Aube, 2004.

³⁸ Bayart, J.-F., *L'Etat en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

³⁹ Morin, D., Le côté obscur de la force. L'unité nationale, victime collatérale de la « nation guerrière » de Stephen Harper ?, in *Études internationales*, Vol. 44, n°3, septembre 2013, p.430.

⁴⁰ Nkrumah, K., « Unis nous résistons », Discours prononcé lors de la Conférence d'Addis-Abeba, 24 mai 1963, en ligne sur internet, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire/1794>, consulté le 19 avril 2025.

les Yakoma du Sud-Est. La Garde présidentielle, l'unité d'élite de l'armée qui lui servait de garde prétorienne, était largement composée des Yakoma. Une fois arrivé au pouvoir en tant que président démocratiquement élu, Patassé, sous prétexte de rééquilibrer, commettra les mêmes erreurs que son prédécesseur, en se basant sur des individus de la même origine ethnique ou régionale que la sienne. Les membres de la Garde présidentielle Yakoma ont été réaffectés à l'armée régulière et ont été remplacés par des unités provenant de la région septentrionale, limitrophe du Tchad, et plus spécifiquement issues de la communauté ethnique sara⁴¹.

La surreprésentation de ce groupe au sein de l'armée et des organes de sécurité a constitué le motif réel ou apparent des troubles très graves qui ont éclaté dans la capitale en 1996 et 1997. Ange-Felix Patassé a plutôt remis en pratique un mode de gestion politique où la logique ethnique jouait un rôle secondaire⁴². Le président François Bozizé a constitué son entourage en recrutant d'anciens combattants de la rébellion qui l'avaient aidé à accéder au pouvoir, principalement des soldats tchadiens et quelques officiers originaires du Nord, y compris des membres de sa propre ethnie, les Gbaya⁴³. Mais après 2008 lorsque l'Accord de paix de Libreville est signé, la gestion politique de l'Etat s'est modifiée et on a assisté à une accélération de l'ethnisation de la vie politique, laquelle s'est accentuée après les élections de janvier 2011⁴⁴. De la même façon, Michel Djotodia s'entoura des membres de la Seleka⁴⁵. Une telle situation ne peut que raviver la colère des groupes ethniques marginalisés qui chercheront à user de tous les moyens pour occuper aussi le pouvoir et le garder le plus longtemps possible en excluant les autres, même au moyen des armes.

3.2 Les disparités socioéconomiques

D'après un dicton bien connu en RCA, on dit que « l'État s'arrête à PK12 », ce qui signifie à la limite de Bangui⁴⁶. La grande précarité économique généralisée en RCA, notamment les écarts socio-économiques marqués entre le Nord et les autres régions⁴⁷, en particulier celle entourant Bangui, sont des éléments majeurs contribuant à l'instabilité politique. La population du Nord est en situation de marginalisation, et de nombreux individus qui ont rejoint les mouvements rebelles expriment leur mécontentement face à l'absence de rémunération et de services essentiels dans leurs communautés, tels que des établissements scolaires et des structures hospitalières. L'incapacité de l'État centrafricain entraîne une situation où une grande partie du Nord échappe au contrôle des forces de sécurité. Il s'agit d'une région où l'État de droit est absent, permettant à des groupes de rebelles et de criminels d'agir en toute impunité, ciblant fréquemment la population civile⁴⁸.

La partie septentrionale de la RCA se caractérise par l'absence de voies revêtues et de centres urbains électrifiés ; les établissements scolaires et les équipements médicaux, lorsqu'ils sont opérationnels, sont rudimentaires et font face à une pénurie sévère de personnel. Un vaste nombre de villages ne bénéficient pas de l'installation de pompes hydrauliques permettant de fournir de l'eau potable. Dans les régions les plus éloignées du Nord, les institutions étatiques sont quasiment absentes. On ne trouve ni forces de l'ordre, ni agents administratifs, ni enseignants, ni professionnels de la santé. Dans de nombreuses régions du Nord, on constate une quasi-absence de projets de

⁴¹ Nzongola-Ntalaja, G., « La dynamique des conflits en Afrique centrale. Acteurs et processus », Communication à Oslo au 14^{ème} Congrès Biennal de l'Association Africaine de Science Politique, Durban, Afrique du Sud, 26-28 juin 2003, pp. 3-4, en ligne sur internet, https://pregesco.org/documents/analyses/afrique_centrale/LA_DYNAMIQUE_DES_CONFLITS_EN-AFRIQUE_CENTRALE.pdf, consulté le 12 avril 2023

⁴² Khabure, L., *Des sociétés prises au piège. Conflits et enjeux régionaux Tchad, République centrafricaine, Soudan, Soudan du Sud*, ACORD et CCFD-Terre Solidaire, Février 2014, p.45.

⁴³ Bado, B. A., « Décryptage des crises en RCA », in *Un monde sous tensions*, Congrès 2014, pp.38-39, en ligne sur internet, https://www.researchgate.net/publication/270882905_DECRYPTAGE_DES-CRISES_EN_REPUBLIQUE_CENTRAFRICAINE, consulté le 10 février 2023.

⁴⁴ Khabure, L., *Op. cit.*, p. 45.

⁴⁵ Bado, B.A., *Op.cit.*, pp.38-39.

⁴⁶ Lesueur, T., « RCA : autopsie d'une crise méconnue », in *Politique étrangère*, vol. , n°3, 2014, p.166.

⁴⁷ Nations Unies, « Consolidated Appeal for the Central African Republic 2007 », 30 novembre 2006, <https://ochaonline.un.org/cap/webpage.asp?Page=1491>, consulté le 05 janvier 2024.

⁴⁸ Human Rights Watch, « RCA. État d'anarchie : rébellions et exactions contre la population civile », 17 septembre 2007, en ligne sur internet, <https://www.hrw.org/fr/report/2007/09/14/etat-danarchie/rebellions-et-exactions-contre-la-population-civile>, consulté le 13 février 2023.

développement, contrairement au Sud du pays, où la communauté des bailleurs de fonds et la Banque mondiale soutiennent des initiatives de développement d'envergure⁴⁹.

La marginalisation évoquée ici est particulièrement prononcée dans la province de Vakaga, située dans le Nord-Est de la RCA. Cette province souffre d'un manque de routes en bon état, ce qui conduit à l'isolement des habitants de cette localité par rapport au Sud de la RCA, qui est plus prospère. L'état dégradé des routes isole également les résidents de la province de Vakaga du reste du pays, en particulier pendant la saison des pluies, en raison de l'absence de praticabilité des routes en question, qui sont en outre mal entretenues. Un chef de village de la province de Vakaga a rapporté à Human Rights Watch comment l'isolement et la négligence ont exacerbé la rébellion : « Depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui, l'État nous a ignorés. Nous souffrons des problèmes de routes en mauvais état, du manque d'hôpitaux, d'écoles, d'eau potable dans nos communautés »⁵⁰.

Cette analyse offre un aperçu de l'histoire de la RCA, qui a connu des expériences limitées de construction de l'État. En tant qu'institution, l'État s'est en effet concentré dans la capitale, négligeant l'*hinterland*. La situation dans certaines parties de la RCA, comme les vastes étendus de l'Est, offre un modèle de gouvernance dénué de centralisation. Dans certaines parties de la RCA, des routes n'ont jamais été retracées depuis l'indépendance. Pendant la saison des pluies, de nombreuses villes deviennent des îles perdues dans des étendues marécageuses. Pourtant, bien qu'oubliée, cette « périphérie de la périphérie⁵¹ » n'est pas une terre en friche mais plutôt un lieu connecté par de multiples nœuds et des relations parfois coopératives, parfois concurrentes dans la quête pour l'accès aux biens lucratifs (ivoire, viande, pâturages, etc.) qui s'y trouvent. Pour se protéger, bien des villages ont informellement organisé des groupes de défense locaux⁵². La plupart du temps, le gouvernement central et ses forces prêtent peu d'attention à l'intérieur. Les populations dans les préfectures retirées répètent la même plainte : « l'État nous a abandonnés ». Une telle conception est intéressante car l'abandon implique un précédent état d'attention qui n'a jamais eu cours dans le cas de l'*hinterland* de la RCA. Les gens se réfèrent plus à une idée ou au rêve d'un État-providence tout-puissant (c'est-à-dire un État fournissant salaire et sécurité)⁵³, tout en évitant eux-mêmes généralement le contact avec les quelques avant-postes des bureaux de l'État situés dans leur environnement⁵⁴.

3.3 La pratique du clientélisme

Le clientélisme est, selon Jean-Louis Briquet, « un rapport entre des individus de statuts économiques et sociaux inégaux (le « patron » et ses « clients »), reposant sur des échanges réciproques de biens et de services et s'établissant sur la base d'un lien personnel habituellement perçu dans les termes de l'obligation morale »⁵⁵. Hélène Combes, Gabriel Vommaro soutient que le clientélisme peut être compris comme un rapport de dépendance personnelle non liée à la parenté. Il repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client, qui contrôlent des ressources inégales⁵⁶. Associé au néopatrimonialisme expliqué plus haut, le clientélisme peut avoir un impact néfaste sur la gouvernance et le développement d'un pays. Il se manifeste par toutes sortes de fraudes et de corruptions.

Gervais Ngovon affirme que l'analyse du clientélisme proposée par Jean-Louis Briquet illustre de manière remarquable la relation de dépendance résultant de la gestion néo-patrimoniale en RCA entre le leader politique et certains fonctionnaires de l'État. Le chef politique est souvent perçu comme le leader incontesté, tandis que les

⁴⁹ Human Rights Watch, « Contexte : Les causes diverses du conflit en RCA », <https://www.hrw.org/legacy/french/reports/2007/car0907/4.htm>, consulté le 18 mai 2024.

⁵⁰ Entretien de Human Rights Watch avec le chef d'une communauté, Ouandja, 24 février 2007, cité par Human Rights Watch, « RCA. État d'anarchie : rébellions et exactions contre la population civile », Volume 19, No. 14(A), Septembre 2007, p.29.

⁵¹ Cordell, D.D., *Dar al-Kuti and the Last Years of the Trans-Saharan Slave Trade*, Madison, University of Wisconsin Press, 1985, 1.

⁵² La fuite est aussi une tactique de protection répandue. Pour une approche historique, voir Cordell, D.D., « Des "réfugiés" dans l'Afrique précoloniale ? L'exemple de la Centrafrique, 1850-1910 », in *Politique africaine*, n° 85, mars 2002, pp.16-28.

⁵³ Comme Roland Marchal l'a noté, les Centrafricains ont un imaginaire de l'État largement lié à la fiscalité (Marchal, R., *Aux marges du monde, en Afrique centrale...* », in *Les Études du CERI*, N°153-154, Mars 2009, pp.1-50). Dans les zones rurales, l'idée d'un État pourvoyeur d'argent accompagne celle d'un État pourvoyeur de sécurité – ceci malgré le fait que l'expérience n'a fait que contredire une telle vision, le comportement des agents de l'État étant plus souvent prédateur que protecteur.

⁵⁴ Lombard, L., *Art. cit.*, p.200.

⁵⁵ Briquet, J.-L., « Clientélisme », en ligne sur internet, <https://www.universalis.fr/encyclopedie/clientelisme/>, consulté le 19 mars 2024.

⁵⁶ Combes, C. et Vommaro, G., *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, 2015.

hommes d'affaires, les fonctionnaires et les autres cadres sont généralement considérés comme ses subordonnés ou ses alliés. Cependant, la précarité des gouvernements successifs en RCA se traduit également par une fragilité des relations au sein des réseaux clientélistes, qui facilitent l'accès aux affaires et aux postes désirés, en particulier lorsque ces réseaux évoluent suite à la chute du leader en place et à l'arrivée d'un nouveau dirigeant politique. Ainsi, en RCA, les acteurs engagés dans ces réseaux sont contraints de se renier à chaque changement, qu'il soit démocratique ou brutal, en abandonnant leurs anciennes alliances pour se rallier au nouveau leader et accéder aux privilèges. Certains de ces acteurs se vantent même d'avoir occupé des postes de conseillers auprès de tous les présidents, depuis l'époque de Bokassa. Ces trajectoires sinueuses et changeantes sont entremêlées des revirements de situation de certains individus qui, une fois nommés au gouvernement en tant que représentants de leur parti, refusent de démissionner lorsque leur formation politique d'origine le leur demande⁵⁷.

4. Le Decalage Discursif Comme Facteur De La Defiance Envers Le Pouvoir Etatique

Dans une perspective post-moderniste des Relations Internationales, la souveraineté de l'Etat et la légitimité institutionnelle ne sont pas appréhendées comme des données objectives, mais comme des constructions discursives qui doivent constamment être reproduites et reconnues. Ainsi, lorsqu'un écart se creuse entre les discours produits par l'Etat et les expériences quotidiennes des citoyens, le récit national perd de sa force mobilisatrice, ouvrant la voie à multiplicité des allégeances, comme cela est le cas en RCA. Nous examinons dans les lignes à venir l'allégeance aux groupes armés, l'allégeance communautaire ou ethnique et l'allégeance transnationale.

4.1 L'allégeance aux groupes armés

Depuis plusieurs décennies, la RCA est confrontée à un phénomène d'allégeance grandissante aux groupes armés. Ce phénomène s'inscrit dans un contexte de dysfonctionnement de l'Etat en Centrafrique, qui se manifeste notamment par le manque de services étatiques et de sécurité dans certaines régions. Les groupes armés se substituent alors à l'Etat centrafricain, devenant des références de pouvoir, de protection, voire d'identité.

La RCA est aussi aujourd'hui confrontée à un autre fléau majeur : la vente et la circulation incontrôlée des armes légères et de petit calibre sur son territoire. Ce phénomène exacerbe les conflits, renforce les groupes armés et met en péril les initiatives de paix et de reconstruction de l'Etat centrafricain.

4.2 L'allégeance ethnique ou communautaire

Dans un contexte de fragilité institutionnelle, comme en RCA, le dysfonctionnement de l'Etat ouvre un espace de compétition entre groupes ethniques pour l'accès aux ressources, au pouvoir et à la sécurité. Lorsque l'Etat ne parvient plus à incarner une autorité neutre, inclusive et efficace, les citoyens se tournent vers les structures de repli identitaire. On se retrouve ainsi en présence de ce que l'on appelle allégeance ethnique ou communautaire. Celle-ci désigne le phénomène par lequel les individus ou les groupes sociaux se réfèrent d'abord à leur ethnie, leur région ou leur communauté religieuse comme principale source d'identité, de sécurité et de légitimité politique, souvent au détriment de l'identité nationale ou de la citoyenneté étatique.

4.3 L'allégeance transnationale

L'allégeance transnationale se réfère au sentiment de loyauté ou d'attachement qu'un individu ou un groupe témoigne envers une entité qui dépasse les limites de son propre pays, que cette entité soit un groupement religieux, une communauté ethnique ou diasporique, une idéologie politique ou religieuse à l'échelle globale (djihadisme, panarabisme, panislamisme), ou encore une organisation criminelle ou économique internationale. Elle se manifeste lorsque les individus privilégient leurs liens d'identité ou d'intérêt par rapport à leur citoyenneté nationale, détériorant ainsi l'unité de l'Etat-nation. Pour Bertrand Badie, la mondialisation remet en cause la hiérarchie des appartenances identitaires. Traditionnellement, la citoyenneté nationale primait sur les autres formes d'allégeance. Cependant, avec

⁵⁷ Ngovon, G., « Le contrôle des ressources de l'Etat, un enjeu des conflits en Centrafrique », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 2015, n°272, pp.513-514.

la mondialisation, les individus sont de plus en plus sollicités par des appartenances transnationales, qu'elles soient utilitaires (comme les réseaux économiques) ou identitaires (comme les affiliations religieuses ou ethniques). Ainsi, l'individu n'est plus d'abord citoyen, mais intégré dans des réseaux transnationaux et mobilisé par des allégeances primordiales⁵⁸.

Le groupe Séléka, que nous avons évoqué précédemment, illustre de manière significative l'allégeance transnationale dans un contexte de faiblesse de l'Etat, de marginalisation régionale et de frontières poreuses. Son expansion rapide et sa puissance militaire ont été largement stimulés par des alliances au-delà des frontières nationales. Une proportion significative des membres de la Séléka était originaire du Tchad et du Soudan, en particulier du Darfour. Ces acteurs n'éprouvaient pas forcément de loyauté envers l'État centrafricain, mais plutôt envers des chefs ethniques, religieux ou militaires. La Séléka s'appuyait sur des liens ethnoreligieux au sein des communautés musulmanes transfrontalières, telles que les Rounga ou Goula⁵⁹. Ces communautés possèdent des réseaux de parenté, d'échanges commerciaux et de sécurité qui transcendent les frontières centrafricaines.

5. Conclusion

L'analyse des discours officiels et des réalités vécues en Centrafrique met en lumière un écart structurel entre la rhétorique étatique prônant l'unité nationale et les pratiques politiques excluantes qui ont contribué à la récurrence des conflits armés dans ce pays. A travers le prisme de l'approche post-moderniste des Relations Internationales, il apparaît clairement que la récurrence des conflits armés ne peut être réduite à une simple succession d'événements militaires ou de décisions gouvernementales. Elle découle en grande partie d'une crise de légitimité, alimentée par la divergence entre les discours sur l'unité et la gouvernance inclusive et les réalités sociales marquées par le clientélisme, la corruption, et l'inégale distribution des ressources.

Les pratiques de marginalisation et de népotisme, combinées à la fracture ethnique et à la multiplication des allégeances locales et transnationales ont fragilisé le tissu social, exacerbant les tensions et alimentant des revendications de groupes armés. Cette dynamique a conduit à un déclin de l'autorité de l'Etat, où la violence devient parfois un moyen légitimé par des récits alternatifs qui remettent en cause l'ordre étatique en place.

Dans ce contexte, une reconstruction de l'Etat qui ne soit pas seulement institutionnelle, mais aussi discursive, doit être envisagée en RCA. La paix durable en RCA ne réside pas uniquement dans la pacification des zones de conflits, mais dans une réconciliation profonde des récits, une reconnaissance des diversités et une redéfinition inclusive du contrat social. Le défi consiste à réconcilier les discours officiels avec les réalités vécues par les populations, en adoptant une approche qui valorise la pluralité, l'équité et la participation des citoyens à la définition de leur destin collectif. Dans cette optique, la reconstruction de l'Etat centrafricain nécessitera une démarche qui dépasse les solutions top-down traditionnelles pour privilégier un modèle de gouvernance véritablement inclusif, ancré dans les aspirations et les réalités centrafricaines.

6. Conflict of Interest

The authors declare that they have no conflict of interest.

7. Funding Declaration

This research did not receive any specific grant from funding agencies in the public, commercial, or not-for-profit sectors.

⁵⁸ Badie, B., (entretien avec Dewitte, P.), « Quelles citoyennetés à l'heure de la mondialisation ? Un entretien avec Bertrand Badie », in *Hommes & Migrations*, N°1206, 1997, pp. 5-14.

⁵⁹ Betabelet, J. R., Maïna Ababa, A. et Tidjani, I., « Élevage bovin et conflits en Centrafrique », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 272, 2015, pp. 557-575.

8. Bibliographie

- Africanews. (2024, août 13). *Centrafrique : incertitude autour de l'accord de paix après le départ d'un groupe armé*. <https://fr.africanews.com/2019/03/04/centrafrique-un-groupe-arme-quitte-l-accord-de-paix//>
- Baccard, A. (1987). *Les martyrs de Bokassa* (pp. 25–31). Paris: Du Seuil.
- Badie, B. (1997). Quelles citoyennetés à l'heure de la mondialisation ? Un entretien avec Bertrand Badie. *Hommes & Migrations*, (1206).
- Bado, B. A. (2014). Décryptage des crises en RCA. In *Un monde sous tensions* (pp. 38–39). https://www.researchgate.net/publication/270882905_DECRYPTAGE_DES-CRISES_EN_REPUBLIQUE_CENTRAFRICAINE
- Bayart, J.-F. (1989). *L'État en Afrique : la politique du ventre*. Paris: Fayard.
- Betabelet, J. R., Maïna Ababa, A., & Tidjani, I. (2015). Élevage bovin et conflits en Centrafrique. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, (272).
- Briquet, J.-L. (n.d.). Clientélisme. *Encyclopædia Universalis*. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/clientelisme/>
- Brunet, E. (2025, janvier 16). Jean-Bedel Bokassa : qui était le dictateur centrafricain qui se surnommait le "13e apôtre du Christ" ? *RTL*. <https://www.rtl.fr/culture/culture-generale/jean-bedel-bokassa-qui-etait-le-dictateur-centrafricain-qui-se-surnommait-le-13e-apotre-du-christ-7900461488>
- Combes, C., & Vommaro, G. (2015). *Sociologie du clientélisme*. Paris: La Découverte.
- Constitution de la République Centrafricaine. (2004, décembre 27).
- Corbeau News. (2023, mai 9). L'intervention controversée de la Minusca à Tiringoulou. <https://corbeaunews-centrafrique.org/lintervention-controversee-de-la-minusca-a-tiringoulou/>
- Corbeau News. (2025, février 22). Martin Ziguélé prévient : "Nous ne participerons pas à des élections en trompe-l'œil qui servent juste à cocher des cases". <https://corbeaunews-centrafrique.org/martin-ziguele-previent-nous-ne-participerons-pas-a-des-elections-en-trompe-loeil-qui-servent-juste-a-cocher-des-cases/>
- Cordell, D. D. (1985). *Dar al-Kuti and the Last Years of the Trans-Saharan Slave Trade*. Madison: University of Wisconsin Press.
- Cordell, D. D. (2002). Des "réfugiés" dans l'Afrique précoloniale ? L'exemple de la Centrafrique, 1850-1910. *Politique africaine*, (85), mars.
- Decraene, P. (1981, mars 21). Centrafrique : Le président Dacko est élu de justesse au premier tour par 50,23 % des voix. L'état de siège est décrété à la suite de manifestations. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/03/21/centrafrique-le-president-dacko-est-elu-de-justesse-au-premier-tour-par-50-23-des-voix-l-etat-de-siege-est-decrete-a-la-suite-de-manifestations_3040166_1819218.html
- France 24. (2019, février 5). Centrafrique : le gouvernement et 14 groupes armés signent un accord de paix à Khartoum. <https://www.france24.com/fr/20190205-centrafrique-khartoum-accord-paix-gouvernement-groupes-armes-touadera>
- Gerold, G., & Merino, M. (2014). L'effondrement de l'État centrafricain au cours de la dernière décennie : origines de la crise et quelques idées pour en sortir. *Fondation pour la recherche stratégique*, (08), avril.
- Human Rights Watch. (2007, septembre 14). *RCA. État d'anarchie : rébellions et exactions contre la population civile*. <https://www.hrw.org/fr/report/2007/09/14/etat-danarchie/rebellions-et-exactions-contre-la-population-civile>
- Human Rights Watch. (2013, décembre 19). « Ils sont venus pour tuer ». *Escalade des atrocités en République centrafricaine*. <https://www.hrw.org/fr/report/2013/12/19/ils-sont-venus-pour-tuer/escalade-des-atrocites-en-republique-centrafricaine>
- International Crisis Group. (2015, septembre 21). *Centrafrique : les racines de la violence*. *Rapport Afrique*, (230).

Khabure, L. (2014, février). *Des sociétés prises au piège. Conflits et enjeux régionaux Tchad, République centrafricaine, Soudan, Soudan du Sud*. ACORD et CCFD-Terre Solidaire.

Ki-Zerbo, J. (2004). *À quand l'Afrique*. Paris: Éditions de l'Aube.

Le Monde. (2021, janvier 13). Deux attaques rebelles repoussées à l'entrée de Bangui, capitale de la Centrafrique. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/13/en-centrafrique-deux-attaques-rebelles-repoussees-a-l-entree-de-bangui_6066079...

Lesueur, T. (2014). RCA : autopsie d'une crise méconnue. *Politique étrangère*, (3).

Lombard, L. (2012). Rébellion et limites de la consolidation de la paix en RCA. *Politique africaine*, (125).

Marchal, R. (2009, mars). Aux marges du monde, en Afrique centrale... *Les Études du CERI*, (153-154).

Morin, D. (2013, septembre). Le côté obscur de la force. L'unité nationale, victime collatérale de la « nation guerrière » de Stephen Harper ? *Études internationales*, 44(3).

Nations Unies. (2006, novembre 30). *Consolidated Appeal for the Central African Republic 2007*. <https://ochaonline.un.org/cap/webpage.asp?Page=1491>

Ngovon, G. (2015). Le contrôle des ressources de l'État, un enjeu des conflits en Centrafrique. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, (272).

Nkrumah, K. (1963, mai 24). Unis nous résistons. Discours prononcé lors de la Conférence d'Addis-Abeba. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire/1794>

Nzongola-Ntalaja, G. (2003, juin 26–28). La dynamique des conflits en Afrique centrale. Acteurs et processus. Communication au 14e Congrès Biennal de l'Association Africaine de Science Politique, Durban, Afrique du Sud. https://pregesco.org/documents/analyses/afrique_centrale/LA_DYNAMIQUE_DES_CONFLITS_EN-AFRIQUE_CENTRALE.pdf

Organisation Internationale de la Francophonie. (1999, septembre 19). *Rapport de la mission d'observation des élections présidentielles*. <https://aceproject.org/ero-en/regions/afrika/CF/republique-centrafricaine-rapport-de-la-mission>

Radio France Internationale. (2014, juillet 23). Centrafrique : l'Accord de fin des hostilités signé à Brazzaville. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20140723-centrafrique-accord-fin-hostilites-signe-brazzaville-ex-seleka-anti-balaka-rca>

Radio France Internationale. (2020, décembre 20). Centrafrique: de quoi la coalition de groupes armés est-elle le nom? <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201220-centrafrique-de-quoi-la-coalition-de-groupes-arm%C3%A9s-est-elle-le-nom>

Radio France Internationale. (2025, avril 26). Centrafrique: mise en œuvre de l'accord entre le gouvernement, l'UPC et les 3R. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250426-centrafrique-mise-en-oeuvre-de-l-accord-entre-le-gouvernement-l-upc-et-les-3r>

Radio France Internationale. (2016, février 20). Faustin-Archange Touad ... élu président de Centrafrique. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20160220-faustin-archange-touadera-elu-president-centrafrique>

Radio France Internationale. (2024, septembre 4). RCA: la CPC change de nom, se sépare de Bozizé et définit de nouveaux objectifs. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240904-rca-la-cpc-change-de-nom-se-separe-de-bozize-et-definit-de-nouveaux-objectifs>

Radio Ndeke Luka. (2023, janvier 21). Centrafrique : le poste de la douane de Béloko détruit dans une attaque d'hommes armés. <https://www.radiondeluka.org/39875-centrafrique-le-poste-de-la-douane-de-beloko-detruit-dans-une-attaque-d-hommes-armes>

Tshitenge Lubabu, M. K. (2010, juin 17). Centrafrique : un si long purgatoire... *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/196498/politique/centrafrique-un-si-long-purgatoire/>

Weber, M. (1919). *Le savant et le politique*. (Éd. 10/18, 1959). Paris : Plon.

Yanguin, J.-S. (2023). *Le tribalisme politique en République Centrafricaine* (Mémoire de Master 2 en Droit public). Université de Bangui.

Zoumara, M. (2015). *Culture politique et conflits en République Centrafricaine*. Paris : L'Harmattan.

About Author



Kilwa Sibumba Eustache est Chef de Travaux à l'Université de Lubumbashi. Titulaire d'un Diplôme d'études approfondies (DEA) en Relations Internationales obtenu en 2019, il a orienté son mémoire sur les interventions militaires de la France en Centrafrique, au Mali et au Rwanda. Actuellement doctorant dans la même Université, ses recherches portent sur les conflits armés et les dynamiques de reconstruction de l'Etat en République Centrafricaine. Il est également auteur de plusieurs articles scientifiques publiés dans des revues académiques tant locales qu'internationales.